



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Vendée
(Adresse temporaire)
53 rue de Verdun
85000 La Roche sur Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr
Réf Préf : dossier n°96/0563
Réf DREAL/UD85 : ENV – D.22.376
n° GUN/AIOT : 0006300810

La Roche sur Yon, le 08 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CTCV CARRIERES

La Roche Guillaume

85220 LANDEVIEILLE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/08/2022 dans l'établissement CTCV CARRIERES implanté La Roche Guillaume 85220 LANDEVIEILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de l'Inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CTCV CARRIERES
- La Roche Guillaume 85220 LANDEVIEILLE
- Code AIOT : 0006300810
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'exploitation de la carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral n°15-DRCTAJ-1-581 du 19 novembre 2015.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi environnemental,
- Action annuelle 2022 – Déchets de l'industrie extractive.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Point de rejets	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.4	/	Sans objet
2	Prévention des pollutions.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.7.	/	Sans objet
3	Limitations des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.1.1	/	Sans objet
4	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - tiret 1/10	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - tiret 2/10	/	Sans objet
6	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tiret 6/10	/	Sans objet
7	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tirets 3 et 5/10	/	Sans objet
8	Plan de gestion des déchets – Stockage de type A	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tiret 10/10	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tiret 7/10	/	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
11	stabilité des fronts	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 3.3.3 - §4 – tiret 3	/	Sans objet
12	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 01/02/02	/	Sans objet
13	Limite de l'autorisation - quantité extraite	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 1.2.3 - §2	/	Sans objet
14	Limite de l'autorisation - profondeur maximale d'extraction	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 1.2.3 - §5 - tableau	/	Sans objet
15	Limite de l'autorisation - apport d'inertes	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 1.2.3 - §6	/	Sans objet
16	Constitution des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 1.3.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
17	Révision du montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article '1.3.6 + annexe III	/	Sans objet
18	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 2.9	/	Sans objet
19	Organisation des activités du site	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 3.3.2	/	Sans objet
20	Fronts d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 3.3.3 - §1	/	Sans objet
21	suivi Grand Capricorne	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 4.3.1 - tiret 4 du §3	/	Sans objet
22	suivi de la zone humide	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 4.3.2 - tiret 2 du §1	/	Sans objet
23	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.5.1	/	Sans objet
24	Surveillance du milieu récepteur	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.5.2	/	Sans objet
25	Déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5.3	/	Sans objet
26	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.4.4 - §1 et 3	/	Sans objet
27	Surveillance des vibrations	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 6.5.5.2	/	Sans objet
28	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
29	Mise à jour du PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis – §3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Afin d'assurer une gestion économe de ses consommations électriques, l'exploitant a réalisé des modifications de gestion des eaux exhaure. Cette modification devra faire l'objet d'une information du le préfet.

Le contrôle visé par l'action annuelle 2022 concernant les déchets d'exploitation de la carrière a été

réalisé. Plusieurs éléments nécessitent d'être plus développés dans le PGD (plan de gestion des déchets) au vu des actions dorénavant réalisées sur site par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux, provenant du dernier bassin de traitement, sont évacuées vers le ruisseau de La Roche-Guillaume au Nord-Ouest du site.
Constats : L'arrêté préfectoral prévoit un seul point de rejet dans le Ruisseau de la Roche Guillaume, au niveau de la lagune « historique », au Nord-Ouest du site après pompage des eaux au sein des deux fosses et pré-traitement (via séparateur). Afin de limiter les consommations électriques liées au pompage des eaux de la fosse de l'extension Est pour un rejet au Nord-Ouest du site, l'exploitant a mis en place un nouveau point de rejet à proximité immédiate, au Nord de la fosse en extension. L'exutoire de ce second rejet est également le ruisseau de la Roche Guillaume, quelques mètres plus à l'Est du premier rejet. Un séparateur et un débitmètre ont été mis en place en amont de ce rejet. Il est à préciser que les analyses réalisées sur le Ruisseau de la Roche Guillaume sont réalisées en amont et en aval des deux rejets de la carrière (cf constat précédent sur les analyses). L'exploitant doit informer le préfet de cette modification dans les conditions prévues au R.181-46 du code de l'environnement. L'exploitant ne respectant pas son arrêté sur cette prescription, une non-conformité est relevée par l'inspection sur ce point. Un plan de localisation des différents prélèvements devra accompagner les éléments transmis au préfet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : Le réseau est constitué de 1 jauge témoin de type « a », 1 jauge aux premières habitations sous les vents dominants (La Pinsonnière) de type « b » et une jauge de type « c » en limite de site. L'exploitant respecte la localisation des jauges établie dans son plan de surveillance. La moyenne annuelle glissante sur la jauge de type « b » est inférieure à la valeur « objectif » de 500 mg/m ² /j (pour les campagnes semestrielles mai et octobre 2021). La campagne sur le 1er semestre 2022 a été réalisée. Cependant, le prestataire compare à la valeur objectif uniquement le résultat de la campagne du 1er semestre or il s'agit de comparer la "moyenne annuelle glissante" en s'affranchissant de l'année civile. Une moyenne doit donc être réalisée entre le 2ème semestre 2021 et le premier semestre 2022. Une non-conformité est donc relevée sur ce point par l'inspection. Il est à noter que les résultats des campagnes de mesures restent inférieures à la valeur « objectif ».

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Limitations des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Limitations des émissions de poussières

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour prévenir l'émission et la propagation des poussières dans l'environnement, notamment sur les voies publiques et dans les zones d'habitations environnantes.

A cet effet,

> les pistes, les aires de circulation, les zones de stockage des granulats et les zones de chargement et de déchargement sont aménagées et entretenues en permanence. Un système d'aspersion automatique est mis en place sur les pistes, Les stockages font l'objet d'aspersion afin de limiter les émissions de poussières et afin d'assurer un apport en eau à la zone humide conformément à l'article 4.3.2 du présent arrêté.

> des dispositifs d'abattage de poussières sont mis en place sur l'ensemble des installations de traitement (aspersion/brumisation). Le bardage acoustique prévu à l'article 5.4 sur les installations est maintenu en bon état pour permettre notamment le confinement des poussières issues de l'installation. La conception et la fréquence d'entretien des installations évitent les accumulations de poussières sur leurs structures et dans les alentours. Tout capotage ou élément de bardage défectueux sera immédiatement remplacé.

> les surfaces où cela est possible sont végétalisées et des écrans de végétation sont mis en place,

> le matériel de foration, nécessaire à la préparation des tirs de mines, est équipé d'un dispositif de récupération des poussières ;

> un dispositif d'aspersion est proposé aux camions d'expédition au départ de la carrière ;

> le brûlage à l'air libre est interdit à l'exception des essais incendie, Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et en quantité.

Constats : Lors de la visite il a été constaté la présence de dispositifs d'aspersion :

- sur l'ensemble de la piste de la fosse historique (empruntée par les dumpers provenant de la nouvelle fosse),

- sur la piste longeant les installations et autour de l'atelier,

- sur la piste de sortie des camions depuis la plate-forme de stockage et des installations.

L'exploitant indique que des travaux de prolongement du réseau d'aspersion des pistes sont prévus sur l'extension. Actuellement, l'humidification de la piste est faite à la tonne à eau.

L'exploitant a indiqué la présence d'une aspersion sur le scalpeur.

Lors de la visite, il a été observé un dégagement de poussières sur une partie de l'installation (cf photo 2019 pour l'identification de la zone).



Localisation des émissions de poussières lors de la visite de 2022 (photo 2019)

Même si le suivi des retombées de poussières indique le respect de la valeur « objectif », une action afin de limiter cette mise en suspension de poussière est à envisager. Ce constat constitue donc une « non conformité » vis-à-vis de la prescription ci-dessus.

Des zones couvertes ont été mises en place sur la zone de chargements des matériaux fins.
Depuis l'inspection de 2019, le merlon en limite Sud, longeant le chemin piétonnier, a fait l'objet de plantations.
Lors de la visite il a été constaté que les bardages ne présentent pas d'ouvertures non nécessaires à l'exploitation (porte fermé, bardage sans trou).
La foreuse était absente lors de la visite.
Une rampe d'aspersion est à disposition sur site pour les camions.
Aucune trace de brûlage n'a été observée sur le site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - tiret 1/10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation.
Constats : Les quantités de déchets d'extraction sont les suivantes : - Terre végétale (TV) : La quantité de TV n'est pas estimée dans le document. - [01 01 02] – découverte : La quantité totale a été estimée à 76 000 m³. - Les boues de lavage (sans floculant) sont réintégrées dans la recomposition de grave réalisée sur site. Leur quantité et le « code déchets » ne sont pas identifiés.
Des non-conformités sont donc relevées par l'inspection sur ce point.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - tiret 2/10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles.
Constats : Les stockages effectifs et envisagés sont localisés sur un plan. Le merlon Sud a été réduit récemment par stockage au sein de la fosse Ouest de 96 000 tonnes de déchets d'extraction afin de libérer de l'espace sur la plate-forme des matériaux. La gestion des déchets d'extraction stocké dans la fosse n'est pas prévue par le PGD. (cf également constat 16 bis –§2 - Tirets 3 et 5/10)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tiret 6/10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets.
Constats : Le plan de remise en état n'est pas intégré au PGD. Une non-conformité est relevée sur ce point par l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tirets 3 et 5/10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : L'exploitant a identifié dans son document les sources de production de déchets (terres végétales, stériles de découvertes) et leurs modes de valorisation. Ces déchets mis en merlon ou stockés au sein de la fosse Ouest ont été identifiés sur site lors de la visite. La gestion des déchets par remblaiement de la fosse Ouest n'est pas prévue dans le PGD qui doit être mis à jour sur ce point. Une non-conformité est donc relevée par l'inspection sur ce point.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de gestion des déchets – Stockage de type A

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tired 10/10
Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction
Constats : Les zones de stockage identifiées dans le PGD et lors de la visite sont constituées par les merlons. Le merlon Sud a fait l'objet d'une modification récemment. 96 000 t ont été mis au sein de la fosse afin de libérer de l'espace pour le stockage L'arrêté ministériel du 19 avril 2010 est applicable aux installations relevant de la rubrique 2720 ce qui n'est pas le cas du présent site. Il est néanmoins à signaler que lors de la visite, il n'a pas été constaté de "stockage de déchets d'extraction" dont l'intégrité conditionne la sécurité des zones situées à leur proximité (pas de stockage de type A). Même si cela ne semble pas être le cas le PGD doit être explicite sur ce point. Une non-conformité est donc relevée par l'inspection sur ce point.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis –§2 - Tired 7/10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient les procédures de contrôle et de surveillance proposées.
Constats : L'exploitant indique procéder à des : - travaux de préparation des sols avant la mise en place des merlons, - travaux de mise en place des merlons (pente, compactage,...) afin d'assurer la stabilité des aménagements, - contrôles visuels réguliers de la stabilité.
Observations : Ces éléments pourtant réalisés ne sont pas présentés dans le PGD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement.
Constats : Le site n'est pas source de rejet acide. Le PGD conclut que ces déchets n'ont donc pas d'incidence sur les eaux et les sols avec lesquels ils sont en contact. Les merlons sont végétalisés et font l'objet de contrôles réguliers.
Observations : Ce point peut être plus développé dans le PGD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : stabilité des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 3.3.3 - §4 – tiret 3
Thème(s) : Risques chroniques, stabilité des fronts
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant respecte les dispositions suivantes : > l'exploitant réalise régulièrement des observations du gisement et des arrivées d'eaux, Une campagne d'observation est systématiquement effectuée après chaque période de forte pluviométrie, de crue, de gel prolongé. De plus, un contrôle des structures géologiques est pratiqué au fil des enfoncements de l'excavation ;
Constats : L'exploitant procède à des observations régulières des fronts et si besoin à des actions de mise en sécurité. Néanmoins il lui a été rappelé lors de la visite l'intérêt de faire réaliser une étude de stabilité réalisée par un géologue.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 01/02/02
Thème(s) : Risques chroniques, Limite de l'autorisation - quantité extraite
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'autorisation est accordée pour une durée de 20 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Constats : L'exploitation de la carrière est autorisée jusqu'en 2035. L'exploitant respecte cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Limite de l'autorisation - quantité extraite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 1.2.3 - §2
Thème(s) : Risques chroniques, Limite de l'autorisation - quantité extraite
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "La production annuelle moyenne est de 750 000 tonnes de matériaux commercialisés au cours de la période autorisée pour un gisement disponible de près de 15 millions de tonnes de matériaux commercialisables sur la durée totale d'exploitation." « Le rythme normal d'exploitation du gisement est la capacité moyenne d'extraction autorisée, Son dépassement dans la limite de la capacité maximale autorisée de 950 000 t/an de matériaux commercialisés reste lié à des niveaux d'activités exceptionnels sur une période limitée. Ce niveau d'activité fera l'objet d'une information au préfet. »
Constats : La production annuelle 2021, déclarée dans GEREPE respecte les quantités autorisées par l'arrêté. Cette donnée est confidentielle et n'est pas reprise dans le présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Limite de l'autorisation - profondeur maximale d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 1.2.3 - §5 - tableau
Thème(s) : Risques chroniques, Limite de l'autorisation - profondeur maximale d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Profondeur minimale autorisée du fond de la carrière (hors puisard) Excavation Ouest : -22 m NGF - 6 paliers Excavation Est : - 55 m NGF - 8 paliers
Constats : L'excavation de la fosse Ouest a atteint la profondeur de : -16,65 m NGF. L'excavation de la fosse Ouest a atteint la profondeur de : 21 m NGF. Source du contrôle : plan d'exploitation de juillet 2022. L'exploitant respecte cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Limite de l'autorisation - apport d'inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 1.2.3 - §6
Thème(s) : Risques chroniques, Limite de l'autorisation - apport d'inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les apports de matériaux inertes extérieurs sont de 200 000 t/an (dont 30% pourraient être recyclés). La fraction non recyclable des inertes, soit environ 3,1 millions de tonnes, sert à la création de merlon (environ 145 000 t) et au réaménagement de la fosse Ouest dans les conditions de l'article 3.4 du présent arrêté,
Constats : En 2021, la quantité de déchets inertes extérieurs acceptée et déclarée dans GEREPE respecte la quantité autorisée mentionnée dans l'arrêté. Cette donnée est confidentielle et n'est pas reprise dans le présent rapport.

L'exploitant lors des échanges souligne une augmentation de la demande d'apport de déchets inertes pour ce site. L'inspection a indiqué à l'exploitant que s'il souhaite modifier la quantité d'apport autorisée, il peut en faire la demande auprès du préfet conformément au R.181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Constitution des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 1.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Constitution des garanties financières

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant adresse au préfet le document qui établit le renouvellement des garanties financières actualisé en fonction de l'indice TPO1 au moins 6 mois avant leur échéance,

Constats : L'acte en cours est valide jusqu'au 19/11/2025. Il devra être actualisé dans les conditions de l'arrêté d'autorisation.

L'exploitant respecte cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Révision du montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article '1.3.6 + annexe III

Thème(s) : Risques chroniques, Révision du montant des garanties financières

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée à l'installation, au mode et au rythme d'exploitation susceptible de conduire à une variation des coûts de remise en état, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger la constitution de garanties complémentaires avant l'exécution-du projet. — Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières (augmentation du coût de remise en état) est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et nécessite une révision du montant de référence.

Plans de phasage quinquennal en annexe III.

Constats : L'exploitant a indiqué lors de la visite d'inspection que l'exploitation de la carrière suit le rythme prévu par l'arrêté d'autorisation et les plans de phasage associés.

L'exploitant respecte le phasage prévu dans son arrêté d'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 2.9

Thème(s) : Risques chroniques, Révision du montant des garanties financières

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Un ou plusieurs plans d'échelle adaptée à la superficie de l'installation, mis à jour au moins une fois par an, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Constats : Un plan à jour a été consulté sur le site : date du 4 juillet 2022.

L'exploitant respecte cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Organisation des activités du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 3.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Organisation des activités du site

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :
L'exploitation de la carrière s'effectue pendant les plages horaires suivantes 5 jours sur 7, hors week-end et jours fériés :

	Hors période estivale (octobre à mai)	Période estivale (juin à septembre)
activité d'extraction/traitement	7h à 19h30 (hors période exceptionnelle de production* ou de conditions météorologiques particulières)	7h30 à 17h30
Activité de recyclage des inertes	7h à 19h30	pas de recyclage
Commercialisation des matériaux	7h à 19h30	

Constats : L'exploitant déclare respecter ses engagements en matière de plage horaire et d'activité et ne signale pas de difficulté particulière. Des échanges réguliers sont réalisés avec le voisinage. Les activités en cours lors de la visite respectent les engagements de l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Fronts d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 3.3.3 - §1	
Thème(s) : Risques chroniques, Fronts d'exploitation	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Le front de taille est constitué de 6 gradins (fosse ouest) et 8 gradins (fosse est), chaque gradin a une hauteur maximale de 15 mètres.	
Constats : L'excavation Ouest a atteint les 6 gradins. L'excavation Est a atteint les 2 gradins. Les gradins respectent la hauteur de 15 m. Source du contrôle : plan d'exploitation de juillet 2022. L'exploitant respecte cette prescription.	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 21 : suivi Grand Capricorne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 4.3.1 - tiret 4 du §3	
Thème(s) : Risques chroniques, suivi de la zone humide	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Une copie des résultats du suivi prescrit par l'arrêté du 10 août 2015 (dérogation espèce protégée) est gardé sur site à disposition de l'inspection.	
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport 2021. Le relevé de terrain 2022 a été réalisé en juillet, le rapport écrit est en cours de réalisation. Le document a été transmis à la DDTM (service compétent en matière d'espèces protégées). L'exploitant respecte cette prescription.	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 22 : suivi de la zone humide

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 4.3.2 - tiret 2 du §1
Thème(s) : Risques chroniques, suivi de la zone humide
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : un suivi floristique quinquennal est réalisé (1 an avant chaque phase d'exploitation) afin de s'assurer de l'absence d'assèchement, Dans le cas où ce suivi montrerait un assèchement, des actions correctives devront être réalisées. Ce suivi accompagné, le cas échéant, des actions correctives sont transmises à l'inspection.
Constats : Cette prescription a été contrôlée lors de la visite précédente pour la phase 2020-2025. Le document a été transmis à l'inspection lors de la visite de 2019 et à la DDTM. Le prochain suivi quinquennal de la zone humide sera réalisé pour la prochaine phase 1 an avant. L'exploitant respecte cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La surveillance des rejets porte a minima sur la mesure des paramètres visés à l'article 5,2.5.1.selon une fréquence semestrielle, En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient trimestrielle jusqu'au retour à la normale (2 campagnes successives).
Constats : Par sondage ont été contrôlées les deux dernières analyses réalisées en septembre 2021 et avril 2022. Ces résultats sont conformes aux valeurs limites d'émissions prescrite dans l'arrêté. L'exploitant respecte les prescriptions en matière : <ul style="list-style-type: none">- de fréquence d'analyse,- de valeur limite d'émission dans les eaux rejetées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Surveillance du milieu récepteur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ruisseau de La Roche-Guillaume fait l'objet d'une surveillance au moins annuelle, en amont et en aval du point de rejet, qui porte sur la mesure des paramètres ci-dessus ainsi que la conductivité.
Constats : Les campagnes 2021 et 2022 menées en amont et en aval des deux rejets de la carrière sur le ruisseau de la Roche Guillaume ne montrent pas de pollution. L'exploitant respecte les prescriptions en matière : <ul style="list-style-type: none">- de fréquence de mesure,- de paramètres analysés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5.3
--

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets et produits polluants résultant de l'exploitation sont valorisés ou éliminés dans des installations dûment autorisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'à la fin de l'exploitation,
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a été sensibilisé à la réglementation en matière de déchets issus des tirs de mines. Seuls les déchets souillés non transportables (attestation fournisseur) peuvent faire l'objet d'un brûlage sur site. La plaquette régionale de la DREAL Pays de la Loire nouvellement éditée est ajoutée en pièce jointe dans la transmission à l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 26 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.4.4 - §1 et 3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Par la suite, les campagnes de mesure des niveaux sonores comprenant des mesures en limite de site et dans les ZER identifiées plus haut sont réalisées tous les 3 ans. Les résultats de ces mesures sont comparés aux valeurs de l'approche théorique présentées dans le dossier de demande d'autorisation. En cas de dépassement des limites admises, l'exploitant les commente et justifie les mesures correctives retenues pour respecter les valeurs limites ci-dessus.
Constats : Une campagne de relevés de bruit dans l'environnement a été réalisée en juin 2020. Les résultats ont montré : <ul style="list-style-type: none"> - la conformité des mesures sur tous les points en limite de site - la conformité des émergences pour les ZER B1 à B3, B5 et B6 - une non-conformité des émergences (+10 dB(A)) pour la ZER B4 (La Pinsonnière). Lors de cette mesure le prestataire indique un vent fort provenant de la carrière vers le point de mesure et des travaux de rénovation (mini pelle et camion) sur l'habitation au droit de l'habitation voisine du point de mesure.

Plan de localisation des mesures de bruit – Carrière de la Roche Guillaume - Landevieille
La durée du bruit à tonalité marquée n'excède pas 30% de la durée de la mesure pour tous les points de mesures, excepté pour B2 (Chie-Loup), cependant la tonalité est également marquée sur ce point en l'absence d'activité.
En septembre 2021, une nouvelle campagne de relevé de bruit a été spécifiquement réalisée sur le point B4 (La Pinsonnière). L'émergence mesurée est conforme aux valeurs réglementaires fixés à l'article 5.4.2 de l'arrêté d'autorisation de la carrière.
L'exploitant respecte la prescription en matière :

- de fréquence de mesure, - de valeur limite d'émissions sonores.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 27 : Surveillance des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 6.5.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des vibrations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque tir de mines en grande masse donne lieu à la mesure des vibrations émises au moyen d'au moins un analyseur équipé d'un dispositif d'enregistrement qui permet de mesurer les vitesses particulières selon les trois axes en amplitude et en fréquence ainsi que la mesure de la pression acoustique en dB ou en Pa.
Constats : Chaque tir de mines fait l'objet d'un relevé au sismographe (vitesse pondérée et pression acoustique). L'exploitant en assure la traçabilité. Les résultats consultés pour l'année 2022 en cours sont conformes aux valeurs de l'arrêté préfectoral en matière de vibration. Les relevés en matières de surpression sont toutes inférieures à 125 dB(L)*.
L'exploitant respecte les prescriptions en matière : - de fréquence d'analyse pour les vibrations et la surpression, - de valeur limite prescrite en matière de vibration. L'exploitant respecte la préconisation nationale sur les surpressions issues des tirs de mines.
*art. 22 - Circulaire n° 96-52 du 02/07/96 relative à l'application de l'arrêté du 22/09/94 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 28 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'arrêté ministériel du 22/09/1994 « fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. » « On entend par zone de stockage : - [rubrique 2720] ; - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).

Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I » de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 encadrant les carrières.

–

Annexe I

« Déchets d'extraction inertes » :

1. Sont considérés comme « déchets d'extraction inertes », au sens de cet arrêté, les déchets répondant, à court terme comme à long terme, à l'ensemble des critères suivants :

- les déchets ne sont susceptibles de subir aucune désintégration ou dissolution significative, ni aucune autre modification significative, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ;

- les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 0,1 %, ou les déchets présentent une teneur maximale en soufre sous forme de sulfure de 1 % et le ratio de neutralisation, défini comme le rapport du potentiel de neutralisation au potentiel de génération d'acide et déterminé au moyen d'un essai statique prEN 15875, est supérieur à 3 ;

- les déchets ne présentent aucun risque d'autocombustion et ne sont pas inflammables ;

- la teneur des déchets, y compris celle des particules fines isolées, en substances potentiellement dangereuses pour l'environnement ou la santé humaine, et particulièrement en certains composés de As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn, est suffisamment faible pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement, tant à court terme qu'à long terme. Sont considérées à cet égard comme suffisamment faibles pour que le risque soit négligeable pour la santé humaine et pour l'environnement les teneurs ne dépassant pas les seuils fixés au niveau national pour les sites considérés comme non pollués, ou les niveaux de fond naturels nationaux pertinents ;

- les déchets sont pratiquement exempts de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine.

2. Des déchets peuvent être considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques dès lors qu'il peut être démontré à l'autorité compétente, sur la base des informations existantes ou de procédures ou schémas validés, que les critères définis au paragraphe 1 ont été pris en compte de façon satisfaisante et qu'ils sont respectés. »

Constats : Les déchets d'extraction sont les suivants [code déchet] selon la circulaire du 22/08/2011) :

- Terre végétale (TV),

- [01 01 02] - découverte .

Il n'y a pas de déchets de production. Les boues de lavage (sans floculant) sont réintégrées dans le GNT.

Il n'y a pas de curage de la lagune de rejet.

L'exploitant respecte cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 29 : Mise à jour du PGD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis – §3

Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour du PGD

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats : Le plan a été actualisé pour la période 2019-2024.

L'exploitant respecte cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet